

> [Analyses et témoignages](#) > [Moyen-Orient](#) > Le soulèvement d'Istanbul, le côté pile de la lutte anticapitaliste

Le soulèvement d'Istanbul, le côté pile de la lutte anticapitaliste

ALI BEKTAS

envoyer par mail

Share

153

6 juin 2013

Article en PDF:



Il semblait que le monde était entré dans l'âge des émeutes contre l'austérité. Et puis vint Istanbul. Qu'il n'y ait pas de méprise, Istanbul ne peut pas être confondue avec Athènes, Barcelone, Lisbonne ou New York. Ce qui se passe en Turquie est le côté pile de la lutte anticapitaliste. C'est un soulèvement contre le développement. C'est une bataille de la rue pour des villes qui appartiennent aux gens et pas au capital. C'est une résistance contre un régime autoritaire enhardi par un boom économique.



Ce qui se déroule sous nos yeux dans les rues d'Istanbul est la convergence entre d'une part, une petite, mais croissante gauche anti-capitaliste qui a organisé diverses campagnes à caractère social ces dernières années, et d'autre part une large part de la population urbaine loyale aux idées kémalistes de modernisme, sécularisme et nationalisme. Cela étant dit, la situation en Turquie est extrêmement complexe et nécessite une compréhension de nombreuses situations politiques différentes qui ont été développées durant la dernière décennie.

Taksim

Comme beaucoup le savent déjà, l'origine du soulèvement actuel prend sa source dans la proposition de développement d'un parc près de la place Taksim, au cœur d'Istanbul. Le développement du parc de Gezi est seulement une partie d'un important projet de rénovation urbaine que le premier ministre truc, Recep Tayyip Erdogan, a prévu tant pour la ville que pour le pays tout entier. Il inclut des schémas de gentrification pour les quartiers les plus pauvres des villes comme Tarlabasi, la construction d'un troisième pont pour relier les deux continents qu'Istanbul couvre et même un énorme projet pour ouvrir un troisième canal reliant la Mer noire à la mer Marmara, afin de faciliter le passage de bateaux containers. Ce plan a été dénommé le « projet fou » d'Erdogan.

Le quartier de Taksim est l'endroit où un grand nombre de projets de développement urbain se développent et où il existe une riche tradition de rébellion et de protestation. Pour placer les événements dans leur contexte, il est utile d'examiner l'importance de la place Taksim comme point de rébellion et de convergence.

Le 1er mai 1977, un demi-million d'ouvriers et de révolutionnaires affluèrent vers la place Taksim pour l'une des manifestations les plus épiques jamais connues à ce jour. Cette manifestation survint six ans après le sanglant coup d'État au cours duquel trois étudiants turcs révolutionnaires, accusés d'être des ennemis de l'État, furent pendus par un tribunal militaire. Leur mémoire immortalisée, la gauche turque s'est relevée durant les années 70, de l'endroit même où les révolutionnaires avaient été exécutés. Elle l'a fait avec force, et se multipliant en nombre. Durant cette année de manifestations, 34 personnes furent tuées sur la place. Certains furent abattus par ce qu'on pense être des tireurs paramilitaires qui étaient placés sur les toits. D'autres furent abattus dans la panique qui suivit.

En plus d'être la porte d'entrée sur Beyoglu, la partie culturelle la plus dynamique d'Istanbul, avec sans doute plus de bars et de café au mètre carré que n'importe quelle autre ville d'Europe, la place Taksim porte aussi ce souvenir tragique et particulier depuis le massacre de 1977.

À chaque premier mai, les émeutes qui ont pris place durant les sept dernières années se sont toutes centrées autour de manifestants essayant de rejoindre la place Taksim. Le premier de ces affrontements s'est produit en 2007, lorsque la gauche turque a voulu célébrer le trentième anniversaire du massacre. L'État l'en a empêché et des militants d'extrême gauche ont répliqué dans les rues avec des cocktails Molotov et des pierres. La situation est restée la même jusqu'il y a deux ans, en 2011, lorsque le gouvernement a

finalement reconnu son erreur et a autorisé la gauche à disposer de la place pour ce jour.

Mais les choses ont évolué depuis deux ans et le gouvernement AKP d'Erdogan a décidé d'introduire un plan important de rénovation urbaine pour Istanbul qui incluait aussi une révision de la place. Prétextant transformer la place en zone piétonnière, le gouvernement d'Erdogan (qui a aussi en charge la municipalité d'Istanbul) a adopté des plans, sans consulter les habitants, pour démanteler des larges parts de Taksim et y construire à la place divers centres commerciaux et autres projets pour les riches. La bataille pour tenir des manifestations sur la place Taksim le 1er mai a donc pris fin cette année alors que le gouvernement a décidé d'utiliser la rénovation de la place comme un prétexte pour empêcher les manifestations qui devaient avoir lieu.

Le parc de Gezi est le point de mire de la rébellion. Sa démolition a été prévue pour construire à la place la réplique d'une caserne militaire de l'ère ottomane, Topçu Kışlası, qui sera surtout utilisée à des fins commerciales. Ce n'est pas une coïncidence pour le gouvernement AKP et ses racines islamiques : ces casernes étaient à l'origine le lieu d'un important soulèvement islamique en 1909. Ceci se rajoute à la décision d'appeler le troisième pont du nom du sultan Yavuz Selim, tristement célèbre pour avoir assassiné en masse la population alévie d'Anatolie.

Ceux qui ont défendu le parc de Gezi y sont depuis longtemps. En plus de grands syndicats, beaucoup de participants viennent d'une relativement nouvelle gauche indépendante, avec des générations plus jeunes embrassant des tendances écologiques plus antiautoritaires qui mettent l'accent sur des activistes du genre « droit à la ville ». Elles convergent toutes sous la bannière de la plate-forme Taksim Solidarity dont le principal cheval de bataille est d'empêcher la transformation de la ville en un terrain de jeu capitaliste encore plus élaboré, construit en lieu et place des espaces publics. Ce n'était pas leur première campagne contre la rénovation urbaine. Il y a deux mois, des affrontements ont éclaté entre des cinéastes et la police qui a déployé les gaz et les canons à eau. Les cinéastes essayaient de sauver un célèbre cinéma turc, Emek, condamné à devenir lui aussi un énième centre commercial.

Il est important de noter que certains des protagonistes qui sont impliqués dans la bataille pour le parc de Gezi sont aussi derrière les manifestations de solidarité avec les immigrés et des actions telles qu'offrir des repas aux immigrés ou organiser des manifestations devant les centres de détentions d'immigrés à Istanbul.

La bataille pour sauver le parc de Gezi n'était pas portée à la conscience du public turc jusqu'à ce que la police organise des raids deux matins d'affilée les 29 et 30 mai. L'outrage de la brutalité policière a été l'étincelle qui a embrasé le pays tout entier et qui a transformé la bataille en une rébellion nationale contre l'actuel gouvernement.

Néolibéralisme islamique

L'AKP, le parti au pouvoir, devrait être observé à la lumière du paysage géopolitique du Moyen-Orient qui est en pleine mutation. Il a des racines fortes dans l'islam politique et perpétue la tradition d'autres partis politiques issus des années 90 qui avaient été réprimés par l'armée, parfois alors qu'ils étaient au pouvoir. En fait, Erdogan lui-même a d'abord été emprisonné pour avoir incité publiquement à une « sédition islamique ». L'aspiration avouée d'Erdogan et de ses cadres est le « projet néoottoman » qui tend à faire de la Turquie la principale puissance économique et politique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les coups de force politique d'Erdogan en Syrie et en Libye doivent être contextualisés avec ces aspirations.

À la différence de l'Union européenne et des États occidentaux, la Turquie a connu ces dernières années un important boom économique (avec une croissance annuelle de presque 10 %). Bien que le déficit commercial et le taux réel de chômage soient élevés, bien que ce qui restait dans les mains publiques soit bradé au travers de privatisations massives, la crise est contenue en Turquie et le gouvernement actuel a le vent en poupe sur ce plan. C'est ce qui fait de la révolte d'Istanbul une révolte à part. C'est une révolte contre le développement du boom économique, contre les projets destructeurs de rénovation urbaine et l'hyper modernisation des villes. Le soulèvement d'Istanbul illustre le pôle opposé dans la lutte permanente contre le capitalisme, et complète les combats menés contre l'austérité ces dernières années.

La Turquie a été l'une des premières cibles de la restructuration néolibérale des années 80, durant laquelle le premier ministre Turgut Özal a facilité des privatisations massives portant sur ses usines, ses mines et de manière générale, sur toutes les infrastructures du pays. Le gouvernement AKP, et Erdogan en particulier, a réussi à faire entrer ce régime néolibéral dans le 21e siècle, recouvert d'un populisme islamique. De plus, sur le marché mondial, il a réussi à promouvoir en tant que forces néolibérales les entreprises qui avaient une base islamique. Ceci peut être notamment observé dans le nord de l'Iraq où la majeure source de capitaux est en réalité turque. Nous devrions nous rappeler que le modèle turc a été proposé par les puissances occidentales comme une issue possible pour les soulèvements qui ont marqué les printemps arabes. Grâce aux combats menés ces derniers jours dans les rues de Turquie, ce modèle de néolibéralisme islamique est maintenant remis sérieusement en question.

Erdogan et la lutte kurde

Les aspirations d'Erdogan n'ont pas totalement été épargnées par la contestation. Il y a eu des menaces variées contre son régime, notamment de la part d'un cadre de généraux et d'intellectuels qui se voient comme des défenseurs de la Turquie en tant qu'État-nation séculaire. Ils ont envoyé à Erdogan plusieurs signaux d'avertissement ces dernières années. La contre-réaction d'Erdogan la plus significative est survenue lorsqu'il a lancé une opération policière dans plusieurs villes contre une douzaine de membres de l'armée, d'intellectuels et de figures publiques alléguant qu'elles préparaient un coup d'État. Ces opérations de police ont débouché sur des affaires criminelles connues sous le nom

d'Ergenekon qui sont toujours en cours. Il est impératif de réaliser tout l'impact de ces arrestations et des procédures judiciaires qui ont suivi. Il s'est produit quelque chose sans précédent dans cette nation qui a connu des coups d'État militaires successifs : les arrestations et les procès d'officiers militaires de haut rang et d'autres personnes ont rencontré des ralliements et des manifestations autour de la Turquie alors que des foules immenses qui se sont trouvées mêlées à la montée de l'AKP ont défendu l'élite de l'ancienne garde séculaire. Ces arrestations et ces emprisonnements expliquent aussi pourquoi il n'y a toujours pas eu de réponse de l'armée turque à la situation actuelle, alors qu'elle est traditionnellement un acteur majeur dans la politique turque.

La prolifération du sentiment nationaliste turc dans l'actuel soulèvement est une conséquence directe d'événements menés ces dernières années. Les partis de centre gauche nationalistes avaient organisé des « flag-demos » ou des « Rassemblements pour la république » contre l'actuel gouvernement AKP. À ce moment précis de la rébellion, nous sommes donc témoins de l'opportunisme de ces forces politiques qui essaient d'influencer ce qui apparaît de loin comme un véritable soulèvement populaire.

N'importe quelle analyse de l'actuel soulèvement turc doit prendre en considération la relation avec le mouvement kurde de libération. Le point central des politiques turques ces dernières années a été indubitablement la guérilla kurde pour l'autonomie lancée par le PKK en 1978. Au cours des derniers mois, Erdoğan a effectivement négocié un accord de paix avec le chef du PKK, Abdullah Öcalan, qui a croupi dans une île-prison turque depuis 1999. Erdogan tente de se positionner comme le leader qui a résolu le problème le plus urgent dans le pays. Ça ne lui a pas seulement fourni une carte blanche pour les politiques turques (son régime a brutalement opprimé et emprisonné de nombreux gauchistes et autres figures de l'opposition ces dernières années), mais ça l'a aussi amené à se présenter comme un pacificateur entre deux ethnies. La convergence récemment redynamisée entre une large part de la gauche turque et le mouvement kurde est devenue plus fragile du fait de l'accord conclu par Erdogan. Les gens se demandent toutefois quelle part joue le processus de paix dans ses desseins néoottomans.

C'est sans doute l'une des principales questions du moment : comment le mouvement dans les rues va-t-il se figer et quel type de relations aura-t-il avec la lutte kurde ? La grande majorité de ceux qui ont initié l'occupation du parc de Gezi et qui ont combattu la vision d'Erdogan sur le développement d'Istanbul sont en totale solidarité avec le peuple kurde. Mais pour les masses qui ont inondé les rues avec des drapeaux turcs, c'est une autre histoire. Au mieux, elles critiquent le fait qu'Erdogan utilise le processus de paix pour renforcer son emprise. Au pire, ce sont des gros racistes qui voient les Kurdes comme des terroristes. Malgré le danger, les récents développements dans la rue sont prometteurs. Des gens rapportent avoir été les témoins de déploiement de drapeaux mêlant l'étendard turc et le portrait d'Öcalan ou de l'imbrication de chants qui d'un côté souligne la fraternité entre les différentes ethnies et de l'autre célèbre l'identité nationale turque.

L'insidieux conservatisme social

Le soulèvement contre Erdogan est nourri par un insidieux conservatisme social poussé par l'AKP en vue de cultiver sa base. Ces politiques conservatrices se sont manifestées dans différents domaines : accès coupés à des cliniques d'avortement, contrôle plus strict sur Internet et les communications, restrictions et taxes sur la consommation d'alcool et amplification des vacances islamiques parrainées par l'État. Ces mesures politiques ont rencontré des manifestations soutenues par des milliers de participants qui ont défilé dans les mêmes rues que celles où se concentre l'actuelle rébellion. Elles ont précédé le mécontentement actuel.

Le style personnel d'Erdogan en tant que premier ministre est un facteur majeur qui influence la colère viscérale observée dans les rues. Dans presque tous ses discours publics, que ce soit dans un rassemblement politique ou lors d'une interview télé, Erdogan attaque, menace et se montre condescendant envers tous les segments sociaux-politiques, excepté le sien. Cela va de l'insulte flagrante au renvoi proféré avec le ton énervé d'un chien enragé de la politique. Ces dernières déclarations durant le soulèvement étaient exemplaires et n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu alors qu'il désignait de manière arrogante les personnes descendues dans la rue comme « une poignée de pillards et d'extrémistes ».

Le lien crucial entre la politique culturelle conservatrice de l'AKP et sa politique économique néolibérale doit être révélé. De cette manière, la classe moyenne kémaliste qui a massivement participé au soulèvement réalisera qu'elle ne peut pas repousser le conservatisme culturel sans se confronter aux politiques économiques. Si elle réussit, elle pourra être ralliée par les classes plus pauvres qui sont actuellement enclines à soutenir l'AKP sur sa base culturelle.

Le premier jour de ce soulèvement populaire a été totalement spontané et hors du contrôle de n'importe quel parti politique. Toutes les contradictions, par exemple celle entre la gauche radicale et les nationalistes turques, ont été momentanément mises de côté pour combattre la police et construire des barricades qui permettraient de tenir les places et les boulevards d'Istanbul. Ce qui reste à voir, c'est si oui ou non c'est grands espaces publics tels que le parc de Gezi ou la place Taksim seront le théâtre où les contradictions entreront dans un dialogue révolutionnaire pour donner naissance à un mouvement que nul ne pourra arrêter en Turquie.

Source originale : [Counterpunch](#)

Source : [Investiq/Action](#)

[Turquie](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés Qui sommes-nous ? | Agenda | Faire un don | Nous écrire | Organiser un débat | Participer | Liens |

.....
Graphisme et Développement : Platanas studio